

Je voudrais parler d'abord du sujet qu'il a abordé dans son préambule, l'aspect publicitaire. On avait déjà écarté cette hypothèse. Je lui dirais qu'en ce moment même, le premier ministre Thatcher assiste à une réception donnée par le gouvernement du Canada à la Canada House. C'est la première fois qu'un premier ministre britannique assiste à une telle réception.

Des voix: Bravo!

• (1500)

M. Nielsen: Par ailleurs, le premier ministre Thatcher a demandé de prolonger son tête-à-tête de demain avec le premier ministre pour discuter de toutes une série de questions intéressant les deux gouvernements.

M. Foster: Et les problèmes commerciaux? Pourquoi n'en discute-t-il pas avec elle?

M. Nielsen: Au sujet des problèmes commerciaux, la ministre à qui cette question aurait du être posée a déjà répondu . . .

M. Foster: A côté de la question.

M. Nielsen: . . . et je suis sûr que le gouvernement accordera à cette question toute l'attention qu'il compte accorder à tous les problèmes analogues dans ses entretiens avec nos alliés européens.

M. le Président: Le député de Brant a la parole. Une seule question.

* * *

L'INDUSTRIE

LA SOCIÉTÉ WHITE FARM EQUIPMENT LIMITED

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale, responsable du MEIR. Elle concerne la société White Farm Equipment de Brantford. La société Borg-Warner finance depuis plusieurs années et, en dépit d'un marché très déprimé, la White Farm, qui a pu augmenter sa part du marché grâce à ses nouvelles moissonneuses à mouvement axial. Il y a 600 emplois en cause et plusieurs fournisseurs pourraient également faire faillite. Le ministre pourrait-il garantir à la Chambre que, si tout le reste ne marche pas, le gouvernement envisagera sérieusement des garanties de prêts pour que la société survive jusqu'à ce que le marché se rétablisse?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je suis persuadé que le député est très heureux que les discussions continuent à propos de White Farm Equipment. Nous faisons tout notre possible pour sauver la compagnie et nous espérons qu'il y aura un sursaut du secteur privé qui permettra non seulement de maintenir l'usine, mais encore de lui donner de l'expansion.

Présentation de projets de loi

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que la pétition présentée par le député d'Egmont (M. Henderson) le vendredi 26 avril 1985 est conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.

[Français]

La pétition présentée par l'honorable député de Northumberland-Miramichi (M. Jardine), le vendredi 26 avril 1985, n'est pas conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

COMPTES PUBLICS

PRÉSENTATION DU 3^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le troisième rapport du comité permanent des comptes publics.

* * *

LA LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

MESURE MODIFICATIVE

M. Rod Murphy (Churchill) demande à présenter le projet de loi C-237, tendant à modifier la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique (droits politiques).

M. le Président: Le député a-t-il la permission de présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

Des voix: Expliquez-vous.

M. Murphy: Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter aujourd'hui un projet de loi d'initiative parlementaire qui reconnaîtra des droits politiques aux employés du gouvernement fédéral. A l'occasion de la campagne électorale qui se déroule actuellement en Ontario . . .

M. Dick: Règlement!

M. Murphy: . . . comme dans toute campagne . . .

M. Dick: Règlement!

M. Purphy: . . . je rencontre des personnes qui ont le sentiment d'être des citoyens de seconde zone parce qu'elles ne peuvent pas exprimer pleinement leurs opinions politiques. J'ai rencontré des personnes qui tremblent à la pensée d'être reconnues comme appuyant un parti politique en particulier.

M. Dick: C'est là une déclaration politique.